

Journal officiel

de l'Union européenne

C 142

Édition
de langue française

Communications et informations

50^e année

27 juin 2007

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	II <i>Communications</i>	
	COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE	
	Commission	
2007/C 142/01	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	1
2007/C 142/02	Autorisation des aides d'Etat dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission de soulève pas d'objections	4
2007/C 142/03	Engagement de procédure (Affaire COMP/M.4525 — Kronospan/Constantia) ⁽¹⁾	6
<hr/>		
	IV <i>Informations</i>	
	INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE	
	Commission	
2007/C 142/04	Taux de change de l'euro	7
<hr/>		
	V <i>Avis</i>	
	PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	
	Commission	
2007/C 142/05	F-Le Passage: Exploitation de services aériens réguliers — Exploitation de services aériens réguliers entre Agen (La Garenne) et Paris (Orly) — Avis d'appel public à la concurrence lancé par la France au titre de l'article 4, paragraphe 1, point d), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil en vue d'une délégation de service public ⁽¹⁾	8

FR

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission

2007/C 142/06	Aides d'État — Hongrie — Aide d'État C 10/07 (ex NN 13/07) — Déductions fiscales en faveur des intérêts intragroupes — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	12
2007/C 142/07	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.4745 — Cerberus/Promontoria/Focus) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée ⁽¹⁾	17



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

II

(Communications)

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE
L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

**Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE
Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 142/01)

Date d'adoption de la décision	8.5.2007
Aide n°	N 684/06
État membre	Espagne
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Ayudas a la exploración e investigación geológico-minera y a la mejora del medio ambiente de las actividades mineras no energéticas
Base juridique	Proyecto de Orden por la que se regulan las bases para la concesión de ayudas a la exploración e investigación geológico-minera y a la mejora del medio ambiente de las actividades mineras no energéticas
Type de la mesure	Régime
Objectif	Protection de l'environnement
Forme de l'aide	Subvention directe, Prêt à taux réduit
Budget	Montant global de l'aide prévue: 40 millions EUR
Intensité	40 %
Durée	Jusqu'au 31.5.2012
Secteurs économiques	Industries extractives
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministerio de Industria, Turismo y Comercio
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	14.5.2007
Aide n°	N 812/06
État membre	Allemagne
Région	Nordrhein-Westfalen
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Investitionsprogramm Abwasser NRW
Base juridique	„Investitionsprogramm Abwasser NRW“, Landeshaushaltordnung NRW, Landeswassergesetz NRW, Abwasserabgabengesetz
Type de la mesure	Régime
Objectif	Protection de l'environnement
Forme de l'aide	Subvention directe, Bonification d'intérêts
Budget	Dépenses annuelles prévues: 40-60 millions EUR; Montant global de l'aide prévue: 250 millions EUR
Intensité	50 %
Durée	Jusqu'au 31.12.2011
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministerium für Umwelt Naturschutz, Landwirtschaft und Verbraucherschutz Nordrhein-Westfalen D-40190 Düsseldorf
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	16.5.2007
Aide n°	N 3/07
État membre	Italie
Région	Emilia Romagna
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Misura 1 del programma di ricerca Industriale, innovazione e trasferimento tecnologico. Azione A «Progetti di ricerca industriale e di sviluppo precompetitivo»
Base juridique	Delibera di Giunta Regionale n. 2823 del 30.12.2003
Type de la mesure	Régime
Objectif	Recherche et le développement
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Dépenses annuelles prévues: 10 millions EUR; Montant global de l'aide prévue: 40 millions EUR
Intensité	50 %
Durée	Jusqu'au 31.12.2010
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Regione Emilia Romagna Via Aldo Moro 44 I-40127 Bologna
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	22.5.2007
Aide n°	N 122/07
État membre	France
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Prime à l'Aménagement du Territoire pour la Recherche, le Développement et l'Innovation (PAT «RDI»)
Base juridique	Arrêté de 2007 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de prime
Type de la mesure	Régime
Objectif	Recherche et le développement
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Dépenses annuelles prévues: 5 millions EUR; Montant global de l'aide prévue: 30 millions EUR
Intensité	60 %
Durée	Jusqu'au 31.12.2013
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	DIACT 1, av. Charles Floquet F-75007 Paris
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

**Autorisation des aides d'Etat dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE
Cas à l'égard desquels la Commission de soulève pas d'objections**

(2007/C 142/02)

Date d'adoption de la décision	22.5.2007
Aide n°	N 817/06
État membre	Espagne
Région	Navarra
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Ayuda a «Alimentos y derivados de Navarra»
Base juridique	Decreto Foral 280/2002 por el que se aprueba el Reglamento de ayudas estatales de la Comunidad Foral de Navarra al sector agrario
Type de la mesure	Aide
Objectif	Diversification de la production
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	10 275 014 EUR
Intensité	30 %
Durée	Au plus tard 2009
Secteurs économiques	Agriculture
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Gobierno de Navarra Departamento de Agricultura Tudela, 20, 1 E-31003 Pamplona
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	5.3.2007
Aide n°	N 845/06
État membre	Italie
Région	Puglia
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Interventi nelle zone agricole colpite da calamità naturali (grandinate del 12 luglio 2006 nella regione Puglia, provincia di Lecce)
Base juridique	Decreto legislativo n. 102/2004
Type de la mesure	Aide individuelle
Objectif	Compensation des dommages aux cultures agricoles suites à des conditions météorologiques défavorables
Forme de l'aide	Subvention directe

Budget	On fait référence au régime approuvé (NN 54/A/04)
Intensité	Jusqu'à 100 % des dommages
Durée	Mesure d'application d'un régime d'aides approuvé par la Commission
Secteurs économiques	Agriculture
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministero delle Politiche agricole e forestali Via XX Settembre, 20 I-00187 Roma
Autres informations	Mesure d'application du régime approuvé par la Commission dans le cadre du dossier d'aide d'État NN 54/A/04 [Lettre de la Commission C(2005) 1622 final, du 7 juin 2005]

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	27.4.2007
Aide n°	N 147/07
État membre	Italie
Région	Umbria
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Interventi di soccorso nelle zone agricole danneggiate da calamità naturali (piogge alluvionali dal 26 al 27 novembre 2005)
Base juridique	Decreto legislativo n. 102/2004
Type de la mesure	Régime d'aide
Objectif	Compensation des dommages aux structures des exploitations suite à des conditions météorologiques défavorables
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	On fait référence au régime approuvé (NN 54/A/04)
Intensité	Jusqu'à 100 %
Durée	Jusqu'à la fin des paiements
Secteurs économiques	Agriculture
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministero delle Politiche agricole e forestali Via XX settembre, 20 I-00187 Roma
Autres informations	Mesure d'application du régime approuvé par la Commission dans le cadre du dossier d'aide d'État NN 54/A/04 [Lettre de la Commission C(2005) 1622 final, du 7 juin 2005]

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Engagement de procédure
(Affaire COMP/M.4525 — Kronospan/Constantia)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 142/03)

Le 14 juin 2007, la Commission a pris une décision d'engagement de procédure dans l'affaire mentionnée ci-dessus, après avoir constaté que la concentration notifiée soulevait des doutes sérieux quant à sa comptabilité avec le marché commun. L'engagement de procédure ouvre une seconde phase d'investigation, sans préjudice de la décision finale, concernant la concentration notifiée. La décision est prise en application de l'article 6, paragraphe 1, point c), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil.

La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Afin d'être prises en considération d'une manière complète dans la procédure, ces observations devraient parvenir à la Commission au plus tard dans les quinze jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.4525 — Kronospan/Constantia, à l'adresse suivante:

Commission des Communautés européennes
DG Concurrence
Merger Registry
Rue Joseph II 70
B-1000 Bruxelles

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET
ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

26 juin 2007

(2007/C 142/04)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,346	RON	leu roumain	3,1764
JPY	yen japonais	165,78	SKK	couronne slovaque	33,947
DKK	couronne danoise	7,4415	TRY	lire turque	1,7827
GBP	livre sterling	0,67315	AUD	dollar australien	1,5849
SEK	couronne suédoise	9,2816	CAD	dollar canadien	1,4402
CHF	franc suisse	1,6547	HKD	dollar de Hong Kong	10,5164
ISK	couronne islandaise	84,58	NZD	dollar néo-zélandais	1,7528
NOK	couronne norvégienne	8,01	SGD	dollar de Singapour	2,0697
BGN	lev bulgare	1,9558	KRW	won sud-coréen	1 246,8
CYP	livre chypriote	0,5837	ZAR	rand sud-africain	9,6596
CZK	couronne tchèque	28,696	CNY	yuan ren-min-bi chinois	10,251
EEK	couronne estonienne	15,6466	HRK	kuna croate	7,3085
HUF	forint hongrois	247,77	IDR	rupiah indonésien	12 221,68
LTL	litas lituanien	3,4528	MYR	ringgit malais	4,6794
LVL	lats letton	0,6962	PHP	peso philippin	62,32
MTL	lire maltaise	0,4293	RUB	rouble russe	34,714
PLN	zloty polonais	3,7973	THB	baht thaïlandais	43,207

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

V

(Avis)

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

COMMISSION

F-Le Passage: Exploitation de services aériens réguliers

Exploitation de services aériens réguliers entre Agen (La Garenne) et Paris (Orly)

Avis d'appel public à la concurrence lancé par la France au titre de l'article 4, paragraphe 1, point d), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil en vue d'une délégation de service public

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 142/05)

1. **Introduction:** En application des dispositions du paragraphe 1 point a) de l'article 4 du règlement (CEE) n° 2408/92 du 23.7.1992, concernant l'accès des transporteurs aériens communautaires aux liaisons aériennes intra-communautaires, la France a imposé des obligations de service public sur les services aériens réguliers exploités entre Agen (La Garenne) et Paris (Orly). Les normes requises par ces obligations de service public ont été publiées au *Journal officiel des Communautés européennes* C 331 du 19.11.1999 et modifiées au *Journal officiel de l'Union européenne* C 141 du 26.6.2007.

Dans la mesure où aucun transporteur aérien n'aura commencé ou ne sera sur le point de commencer au 3.11.2007 l'exploitation de services aériens réguliers sur cette liaison conformément aux obligations de service public imposées et sans demander de compensation financière, la France a décidé, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 4 paragraphe 1 point d) de ce même règlement, de limiter l'accès à la liaison à un seul transporteur et de concéder après appel d'offres le droit d'exploiter ces services à compter du 3.12.2007 au plus tôt.

2. **Pouvoir adjudicateur:** Syndicat mixte pour l'aéroport départemental, Aérodrome d'Agen La Garenne, F-47520 Le Passage. Tél. (33) 553 77 00 83. Fax (33) 553 96 41 84. E-mail: aeroport.agen@wanadoo.fr.

3. **Objet de la consultation:** Fournir, à compter du 3.12.2007 au plus tôt, des services aériens réguliers en conformité avec les obligations de service public mentionnées au paragraphe 1.

4. **Caractéristiques principales du contrat:** Contrat de délégation de service public conclu entre le transporteur, le Syndicat mixte pour l'aéroport départemental et l'État, conforme à l'article 8 du décret n° 2005-473 du

16.5.2005 relatif notamment aux règles d'attribution par l'État de compensations financières.

Le délégataire percevra les recettes. Le Syndicat mixte pour l'aéroport départemental et l'État lui paieront une contribution égale à la différence entre les dépenses réelles hors taxes (TVA, taxes spécifiques au transport aérien), d'exploitation du service et les recettes commerciales hors taxes (TVA, taxes spécifiques au transport aérien) procurées par celui-ci, dans la limite de la compensation maximale sur laquelle le délégataire s'est engagé, déduction faite, le cas échéant, des pénalités mentionnées à l'article 9-4 du présent avis.

5. **Durée du contrat:** La durée du contrat (convention de délégation de service public) est de 3 ans à compter du 3.12.2007 au plus tôt.

6. **Participation à la consultation:** La participation est ouverte à tous les transporteurs aériens titulaires d'une licence d'exploitation en cours de validité délivrée en vertu du règlement (CEE) n° 2407/92 du Conseil du 23.7.1992 concernant les licences des transporteurs aériens.

7. **Procédure de passation et critères de choix des candidatures:** Le présent appel d'offres est soumis aux dispositions des points d), e), f), g), h), et i) du paragraphe 1 de l'article 4 du règlement (CEE) n° 2408/92, aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales relatifs aux délégations de service public ainsi qu'aux textes pris pour leur application (notamment le décret n° 97-638 du 31.5.1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11.3.1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal), et au décret n° 2005-473 du 16.5.2005 relatif notamment aux règles d'attribution par l'État de compensations financières ainsi qu'aux 3 arrêtés du 16.5.2005 pris pour son application.

7-1. Composition du dossier de candidature: le dossier de candidature devra être rédigé en langue française. En cas de besoin, les soumissionnaires devront traduire en français les documents émanant d'autorités publiques et rédigés dans une langue officielle de l'Union européenne. Les soumissionnaires peuvent également joindre à la version française une version rédigée dans une autre langue officielle de l'Union européenne, qui ne fait pas foi.

Le dossier de candidature contiendra:

- une lettre de candidature, signée du dirigeant ou de son représentant, accompagnée des documents l'habilitant à la signature;
- un mémoire présentant l'entreprise, explicitant les capacités professionnelles et financières du candidat dans le domaine du transport aérien ainsi que ses références éventuelles en la matière. Ce mémoire devra permettre d'apprécier la capacité du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers; le candidat peut, s'il le souhaite, s'inspirer du modèle de formulaire DC5 utilisé en matière de passation de marchés publics;
- le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations en cause au cours des 3 dernières années, ou, si le candidat le souhaite, les bilans et les comptes de résultat des 3 derniers exercices. Si le candidat ne peut produire ces éléments, il en exposera les motifs;
- une note méthodologique sur la façon dont le candidat compte répondre au dossier de consultation, s'il est admis par le Syndicat mixte pour l'aéroport départemental à présenter une offre, exposant en particulier:
 - les moyens techniques et humains que le candidat affectera à l'exploitation de la liaison,
 - le nombre, la qualification et l'affectation des personnels et, le cas échéant, les recrutements auxquels le candidat compte procéder,
 - les types d'avions utilisés et, le cas échéant, leur immatriculation,
 - une copie de la licence d'exploitation de transporteur aérien du soumissionnaire,
 - si la licence d'exploitation a été délivrée par un État membre de l'Union européenne autre que la France, le soumissionnaire devra en outre préciser les éléments suivants:
 - nationalité de la licence des pilotes,
 - droit applicable aux contrats de travail,
 - régime d'affiliation aux organismes de sécurité sociale,
 - dispositions prises pour le respect des dispositions des articles L. 341-5 et des articles

D. 341-5 et suivants du code du travail relatif au détachement temporaire de salariés pour effectuer une prestation de services sur le territoire national,

- les certificats ou attestations sur l'honneur prévus à l'article 8 du décret n° 97-638 du 31.5.1997, et à l'arrêté du 31.1.2003 pris pour l'application de l'article 8 du décret précité, attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de ses obligations fiscales et sociales, notamment en ce qui concerne:
 - l'impôt sur les sociétés,
 - la taxe sur la valeur ajoutée,
 - les cotisations d'assurances sociales, d'accidents du travail et maladies professionnelles et d'allocations familiales,
 - la taxe d'aviation civile,
 - la taxe d'aéroport,
 - la taxe sur les nuisances sonores aériennes,
 - la taxe de solidarité;

pour les soumissionnaires d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, les certificats ou attestations devront être établis par les administrations et organismes du pays d'origine;

- une attestation sur l'honneur de l'absence de condamnation inscrite au bulletin n° 2 pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail;
- une attestation sur l'honneur et/ou tout justificatif du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue à l'article L. 323-1 du code du travail;
- un extrait K bis d'inscription au registre du commerce et des sociétés, ou tout document équivalent;
- en application de l'article 7 du règlement (CEE) n° 2407/92 du 23.7.1992, une attestation d'assurance de moins de 3 mois couvrant la responsabilité civile en cas d'accident, notamment à l'égard des passagers, des bagages, du fret, du courrier et des tiers, et conforme au règlement (CE) n° 785/2004 du 21.4.2004, notamment à son article 4;
- en cas de mesure de sauvegarde ou de procédure collective, une copie du ou des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée).

7-2. Modalités d'examen des candidatures: les candidatures seront sélectionnées par référence aux critères suivants, énoncés à l'article L. 1411-1 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales:

- garanties professionnelles et financières des candidats,
- aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public aérien et l'égalité des usagers devant ledit service,
- respect par les candidats de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue à l'article L. 323-1 du code du travail.

8. **Critères d'attribution du contrat:** Les transporteurs dont la candidature aura été admise et retenue seront invités dans un deuxième temps à remettre leur offre selon les modalités fixées par le règlement particulier de l'appel d'offres qui leur sera alors remis.

Les candidats pourront se procurer l'ensemble des documents concernant l'appel d'offres sur simple demande formulée à:

Syndicat mixte pour l'aéroport départemental, Aérodrome d'Agen La Garenne, F-47520 Le Passage. Tél. (33) 553 77 00 83. Fax (33) 553 96 41 84. E-mail: aeroport.agen@wanadoo.fr.

Conformément à l'article L. 1411-1 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales les offres ainsi présentées seront librement négociées par l'autorité responsable du Syndicat mixte pour l'aéroport départemental.

Conformément aux dispositions du point f) du paragraphe 1 de l'article 4 du règlement (CEE) n° 2408/92, la sélection parmi les offres présentées sera opérée en tenant compte de l'adéquation du service, et notamment des prix et des conditions qui peuvent être proposés aux usagers, ainsi que du coût de la compensation requise.

9. **Renseignements complémentaires essentiels:**

9-1. Compensation financière: les offres présentées par les soumissionnaires dont la candidature aura été retenue feront explicitement mention de la somme maximale requise à titre de compensation pour l'exploitation de la liaison durant 3 ans à compter du 3.12.2007, avec un décompte annuel. Le montant exact de la compensation finalement accordée sera déterminé chaque année, «ex-post», en fonction des dépenses et des recettes effectivement engendrées par le service, dans la limite du montant figurant dans l'offre. Cette limite maximale ne pourra être révisée qu'en cas de modification imprévisible des conditions d'exploitation.

Les paiements annuels se font sous forme d'acomptes et d'un solde de régularisation. Le paiement du solde de régularisation n'intervient qu'après approbation des comptes du transporteur pour la liaison considérée et vérification de l'exécution du service dans les conditions prévues au point 9-2 ci-après.

En cas de résiliation du contrat avant son échéance normale, les dispositions du point 9-2 sont mises en

œuvre dans les meilleurs délais afin de permettre le versement au transporteur du solde de la compensation financière qui lui est due, la limite maximale indiquée au premier alinéa étant réduite au prorata de la durée réelle d'exploitation.

9-2. Vérification de l'exécution du service et des comptes du transporteur: l'exécution du service et la comptabilité analytique du transporteur pour la liaison considérée feront l'objet d'au moins un examen annuel en concertation avec le transporteur.

9-3. Modification et résiliation du contrat: lorsque le transporteur estime qu'une modification imprévisible des conditions d'exploitation justifie la révision du montant maximal de la compensation financière, il lui appartient de présenter une demande motivée aux autres parties signataires, qui disposent d'un délai de 2 mois pour se prononcer. Le contrat peut alors être modifié par avenant.

Le contrat ne peut être résilié par l'une ou l'autre des parties signataires avant l'échéance normale de validité du contrat que sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois. En cas de manquements graves à ses obligations contractuelles, le transporteur est réputé avoir résilié le contrat sans préavis s'il n'a pas repris le service conformément aux dites obligations dans le délai d'un mois après une mise en demeure.

9-4. Pénalités ou autres déductions prévues par le contrat: le non-respect par le transporteur du délai de préavis mentionné au point 9-3 est sanctionné soit par une amende administrative, en application de l'article R. 330-20 du Code de l'aviation civile, soit par une pénalité calculée à partir du nombre de mois de carence et du déficit réel de la liaison au titre de l'année considérée plafonné au niveau de la compensation financière maximale prévue au point 9-1.

En cas de manquements limités aux obligations de service public, des réductions sont appliquées à la compensation financière maximale prévue au point 9-1, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article R. 330-20 du Code de l'aviation civile.

Ces réductions tiennent compte, le cas échéant, du nombre de vols annulés pour raisons imputables au transporteur, du nombre de vols effectués avec une capacité inférieure à celle requise, du nombre de vols effectués sans respecter les obligations de service public en termes d'escale ou de tarifs pratiqués.

10. **Conditions d'envoi des candidatures:** Les dossiers de candidatures seront contenus dans une enveloppe cachetée portant la mention: «Réponse à l'appel de candidatures n° 2-2007 — À n'ouvrir que par le destinataire». Ils devront parvenir avant 17:00, heure locale, au plus tard le 24.8.2007, par envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de l'avis de réception faisant foi, ou remise sur place contre récépissé, à l'adresse suivante:

Syndicat mixte pour l'aéroport départemental, Aérodrome d'Agen La Garenne, F-47520 Le Passage.

11. **Procédure ultérieure:** Le Syndicat mixte pour l'aéroport départemental adressera aux candidats sélectionnés, au plus tard le 29.8.2007, un dossier de consultation comportant notamment un règlement de la consultation ainsi qu'un projet de convention.

Les candidats sélectionnés devront remettre leur offre au plus tard le 28.9.2007 avant 17:00, heure locale.

L'offre engagera le soumissionnaire pendant une durée de 280 jours à compter de sa remise.

12. **Validité de l'appel d'offres:** La validité de l'appel d'offres est soumise à la condition qu'aucun transporteur commu-

nautaire ne présente, avant le 3.11.2007, un programme d'exploitation de la liaison en question à compter du 3.12.2007 en conformité avec les obligations de service public imposées sans recevoir aucune compensation financière.

13. **Demandes de renseignements complémentaires:** Pour obtenir des renseignements qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront s'adresser, uniquement par lettre ou télécopie, à Monsieur le Directeur du Syndicat mixte de l'aérodrome départemental, dont l'adresse et le numéro de télécopie figurent au paragraphe 2.

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

COMMISSION

AIDES D'ÉTAT — HONGRIE

Aide d'État C 10/07 (ex NN 13/07) — Déductions fiscales en faveur des intérêts intragroupes

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 142/06)

Par la lettre du 21 mars 2007 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la République de Hongrie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des aides d'État
B-1049 Bruxelles
Fax (32-2) 296 12 42

Ces observations seront communiquées à la République de Hongrie. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

RÉSUMÉ

3. APPRÉCIATION

1. PROCÉDURE

Les autorités hongroises ont introduit de nouvelles dispositions, applicables à partir de janvier 2003, prévoyant une imposition favorable des produits d'intérêts nets entre sociétés liées d'un même groupe. Cette mesure n'a pas été notifiée à la Commission. Par lettre du 19 novembre 2004, la Commission a demandé des informations aux autorités hongroises, qui les lui ont fournies le 14 décembre 2004.

2. DESCRIPTION

Le régime prévoit la possibilité de déduire de la base imposable en Hongrie 50 % du montant des intérêts nets perçus auprès des sociétés liées. De plus, si le montant des intérêts versés à des sociétés liées excède celui des intérêts reçus de telles sociétés, 50 % des intérêts nets acquittés sont ajoutés à la base imposable. Le régime ne s'applique qu'aux intérêts payés par et versés à des sociétés liées.

À ce stade, la Commission considère que le régime confère un avantage économique sélectif, dans la mesure où il octroie des avantages fiscaux pour les activités de financement intragroupe des groupes multinationaux. La Commission doute qu'il s'agisse d'une mesure de portée générale, pour les raisons suivantes.

Les sociétés d'assurances, les institutions financières, les entreprises d'investissements et les sociétés de capital-risque, de même que les petites entreprises sont exclues de jure du champ d'application de ce régime.

Au niveau des entreprises individuelles, seules les sociétés appartenant à un groupe peuvent bénéficier du taux d'imposition moins élevé prévu par le régime.

Au niveau du groupe, le régime accorde un avantage dans le cas de flux d'intérêts transfrontières entrants, lorsque l'entreprise qui perçoit les intérêts nets a son siège en Hongrie et que celle qui les verse a son siège dans un autre pays. Le régime semble par conséquent conférer des avantages aux groupes multinationaux qui ont une activité de financement intragroupe en Hongrie.

En outre, la possibilité de sortir du régime, modifiable annuellement, constitue un élément supplémentaire donnant à penser que la mesure en cause représente une exception au régime fiscal hongrois. La Commission estime à ce stade que cette mesure est une aide d'État incompatible.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil (⁽¹⁾), toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«A Bizottság ezúton tájékoztatja a Magyar Köztársaságot, hogy a fent hivatkozott intézkedéssel kapcsolatban a magyar hatóságok által megküldött információk értékelését követően a Bizottság az EK-Szerződés 88. cikkének (2) bekezdése szerinti eljárás elindítása mellett döntött.

1. ELJÁRÁS

- (1) 2003. januárjától a magyar hatóságok új rendelkezéseket vezettek be, melyek az ugyanazon csoporthoz tartozó kapcsolt vállalkozások nettó kamatbevételének kedvező adóztatására irányulnak.
- (2) 2004. november 19-én kelt levelében a Bizottság információt kért, melyet a magyar hatóságok 2004. december 14-én szolgáltattak. Magyarország szerint a program nem tartozik az állami támogatási szabályok alkalmazási körébe, és ennek megfelelően nem jelentette azt be a Csatlakozási Szerződés IV.3. mellékletében említett eljárás alapján (»ideiglenes mechanizmus eljárás«).
- (3) A csatlakozást követően a programot az ún. »standstill« mechanizmus szerint a Tanács magatartási kódexszel foglalkozó csoportja vizsgálta meg, mely a Tanács társasági adózásra vonatkozó magatartási kódexében (⁽²⁾) megállapított kritériumok alapján vizsgálja a potenciálisan károsnak tartott új adóintézkedéseket.

2. AZ INTÉZKEDÉS LEÍRÁSA

- (4) Az intézkedés szerint Magyarországon az adóalapból levonható a kapcsolt vállalkozásoktól kapott kamat és a kapcsolt vállalkozásoknak fizetett kamat különbségének (a továbbiakban nettó kamatnak nevezett összegnek) az 50 %-a (⁽³⁾). Ebből következően a kapott nettó kamatnak csak a felét adóztatják meg, miközben az adórendszer rendes alkalmazása mellett a teljes összeget adóztatnák meg. A nettó kamatot fizető kapcsolt vállalkozás szintjén a kifizetett nettó kamat összegének 50 %-a hozzáadódik az adóalaphoz (⁽⁴⁾). Ezért, szemben a teljes összeg levonásával,

(1) JO L 83 du 27.3.1999, p. 1.

(2) HL C 2., 1998.1.6., 2. o.

(3) Például, ha egy vállalat 100 egységnyi kamatot kap kapcsolt vállalkozásoktól, és ugyanez a vállalat 60 egységnyi kamatot fizet kapcsolt vállalkozásoknak, az egyenleg 40 egység, ami a kapott nettó kamat.

(4) Ha egy vállalat 100 egységnyi kamatot kap kapcsolt vállalkozásoktól, és ugyanez a vállalat 160 egységnyi kamatot fizet kapcsolt vállalkozásoknak, az egyenleg 60 egység, ami a fizetett nettó kamat.

ami az adórendszer rendes alkalmazása mellett történne, a vállalkozások ennek az összegnek csak a felét vonják le az adóalapból. A program csak kapcsolt vállalkozásoktól kapott és kapcsolt vállalkozásnak kifizetett kamatra vonatkozik.

- (5) A kapcsolt vállalkozás meghatározása (⁽⁵⁾) a következő:
 - a) az adózó és az a személy, amelyben az adózó közvetlenül vagy közvetve többségi befolyással rendelkezik;
 - b) az adózó és az a személy, amely az adózóban közvetlenül vagy közvetve többségi befolyással rendelkezik;
 - c) az adózó és más személy, ha harmadik személy közvetlenül vagy közvetve mindkettőjükben többségi befolyással rendelkezik;
 - d) a külföldi vállalkozó és belföldi telephelye, valamint a külföldi vállalkozó telephelyei, továbbá a külföldi vállalkozó belföldi telephelye és az a személy, amely a külföldi vállalkozóval az a)–c) alpontban meghatározott viszonyban áll.

Többségi befolyásnak minősül az is, ha valamely személy jogosult a vezető tisztségviselő, felügyelő bizottsági tagok többségének kinevezésére vagy leváltására. A többségi befolyás meghatározásához a közeli hozzátartozók szavazati jogát együttesen kell figyelembe venni.

A legmagasabb levonható összeg

- (6) A törvényben meghatározott levonások együttes összege, beleértve a csoporton belüli nettó kamat utáni levonásokat, nem haladhatja meg az adózás előtti nyereség 50 százalékát (⁽⁶⁾).

A kimaradás lehetősége

- (7) Az adózó nem köteles a fentiekben bemutatott módon növelni az adóalapot és a kifizetett kamat teljes összegét levonhatja az adórendszer rendes alkalmazása mellett, feltéve, hogy e választásáról tájékoztatja valamennyi (belföldi és külföldi illetőségű) kapcsolt vállalkozását, amelynek fizetett (fizetendő) vagy amelytől kapott (járó) kamat alapján az adóévben ráfordítást, illetve bevételt számolt el (⁽⁷⁾). Ebben az esetben a kapcsolt vállalkozások nem veszik figyelembe az ilyen adózótól kapott, vagy ilyen adózó részére fizetett kamatot az adóalapnak a kamatfizetések figyelembe vételével történő kiszámításakor (⁽⁸⁾).

(5) A társasági adóról és az osztalékadóról szóló 1996. évi LXXXI. törvény 4. paragrafusának (23) bekezdése.

(6) A társasági adóról és az osztalékadóról szóló 1996. évi LXXXI. törvény 7. paragrafusának (14) bekezdése.

(7) A társasági adóról és az osztalékadóról szóló 1996. évi LXXXI. törvény 29/D. paragrafusának (15) bekezdése.

(8) Ha az »A« vállalkozás két kapcsolt vállalkozástól kamatot kap, 50 egységnyi a »B« és 60 egységnyi a »C« vállalkozástól, és a »B« vállalkozás alkalmazza a kimaradást és úgy dönt, hogy nem növeli adóalapját, akkor az »A« vállalkozás az intézkedésben foglalt alkalmazása során csak a »C« vállalkozástól kapott 60 egységnyi kamatot használhatja fel. Következésképpen az »A« vállalkozás teljes mértékben megadóztatható a »B« vállalkozástól kapott 50 egységnyi kamattal, míg a »C« vállalkozástól kapott 60 egységnyi kamattal adózik.

Kedvezményezettek

- (8) A jogszabály gazdasági társaságokra, európai részvénytársaságokra, európai szövetkezetekre, szövetkezetekre és külföldi vállalkozók állandó telephelyére vonatkozik (kivéve a biztosítókat, a pénzügyi intézményeket, a befektetési vállalkozásokat és a kockázattítoke társaságokat, valamint a kisvállalkozásokat).

Jogalap

- (9) Az intézkedés jogalapját a társasági adóról és az osztalékadóról szóló 1996. évi LXXXI. törvény következő rendelkezései alkotják: a 7. paragrafus (1) bekezdésének k) pontja, a 7. paragrafus (14) és (16) bekezdése, a 8. paragrafus (1) bekezdésének k) pontja, a 8. paragrafus (2) bekezdése és a 29/D. paragrafus (15) bekezdése.
- (10) A hatályos jogszabály bizonyos módosításokat tartalmaz az intézkedés eredeti rendelkezéseihez képest, melyek 2003. január 1-jén léptek életbe. Az eredeti jogszabályban a kedvezményezettek köre nem terjedt ki az európai részvénytársaságokra, az európai szövetkezetekre, sem pedig a mikrovállalkozásokra.

Időtartam

- (11) A jogalap nem tartalmaz a program időtartamára vonatkozó korlátozást.

3. ÉRTÉKELÉS

3.1. Támogatás az EK-Szerződés 87. cikkének (1) bekezdése értelmében

- (12) Az EK-Szerződés 87. cikkének (1) bekezdése szerint *«a közös piaccal összeegyeztethetetlen a tagállamok által vagy állami forrásból bármilyen formában nyújtott olyan támogatás, amely bizonyos vállalkozásoknak vagy bizonyos áruk termelésének előnyben részesítése által torzítja a versenyt, vagy azzal fenyeget, amennyiben ez érinti a tagállamok közötti kereskedelmet».*

Állami források

- (13) A szóban forgó program mentesít bizonyos vállalkozásokat a magyarországi adórendszer rendes alkalmazása alól. A normális esetben a kedvezményezettek által viselt adók kiesése következtében a program a kedvezményezetteket kedvezőbb anyagi helyzetbe hozza a bevezetését megelőző helyzethez képest. A magyar állam adóbevételétől esik el az intézkedés következtében, amely ezáltal állami finanszírozást képez.

Gazdasági előny

- (14) A program az alábbiak alapján adóelőnyöket nyújt a csoporton belüli finanszírozási tevékenységek tekintetében.

- (15) A csoport részét képező egyes vállalatok szintjén a program előnyben részesíti azokat a vállalkozásokat, amelyek kapcsolt vállalkozásoktól pozitív nettó kamatot kaptak, mivel adóalapjukból levonhatják az összeg 50 %-át.

- (16) A csoport egészére nézve a program előnyben részesíti az olyan határokon átnyúló eseteket, amikor a nettó kamatot kapó vállalat telephelye magyarországi, míg a nettó kamatot fizető vállalat külföldi. Ilyen esetben a kamatot kapó vállalat adóalapjából levonhatja a kapott nettó kamat 50 %-át (azaz a kamatbevételt ténylegesen a 16 %-os társasági adókulcs felével adóztatják). A nettó kamatot fizető vállalatra ugyanakkor a telephelye szerinti állam adószabályai vonatkoznak, és így elvben levonhatja a kifizetett nettó kamat 100 %-át. A program ezáltal adóössztönzöt kínál multinacionális vállalatoknak arra, hogy Magyarországon csoporton belüli kamatból részesülő leányvállalatokat alapítsanak. Úgy tűnik, a program előnyei a csoport egészére vetítve csak akkor jelentkeznek, ha a kamatot fizető vállalkozást 8 %-nál magasabb tényleges adókulcs mellett adóztatják. Más esetben a csoportnak nem áll érdekében, hogy adózási okokból magyarországi kapcsolt vállalkozásokhoz irányítsa kamatfizetéseit.

- (17) Olyan határokon átnyúló esetekben, amikor a kamatot kapó vállalkozás külföldi, míg a kamatot fizető vállalkozás magyarországi, az intézkedés nem nyújt további előnyt. A kamatot kapó vállalkozás elvileg a kapott kamat után adózik, a kamatot fizető magyarországi vállalkozás pedig élhet a kimaradás lehetőségével és levonhatja a fizetett kamat teljes összegét. Ehhez hasonlóan hazai esetben, azaz amikor mindkét vállalkozás magyarországi, csoportszinten elvileg nem jelentkezik ilyen előny.

Szelektivitás

- (18) Az állami támogatási szabályoknak a vállalkozások közvetlen adóztatásával kapcsolatos intézkedésekre történő alkalmazásáról szóló bizottsági közlemény⁽⁹⁾ (16) bekezdése szerint a 87. cikk (1) bekezdésének adóintézkedésre történő alkalmazásának legfontosabb kritériuma, hogy az intézkedés a tagállamban működő bizonyos vállalkozásokat az adórendszer alkalmazása alóli kivétellel előnyben részesít-e. Ha ez az eset áll fenn, meg kell vizsgálni, hogy a kivételt indokolja-e az adórendszer »jellege vagy általános felépítése«.

- (19) Jelen szakaszban a Bizottság kétségbe vonja, hogy a program általános intézkedést képez. Inkább úgy tűnik, hogy ebben az esetben az adórendszer alkalmazása alóli kivételről van szó, mivel a csoporton belüli kamatfizetések preferenciális adóztatása nem érhető el valamennyi magyarországi vállalat számára.

- (20) Az intézkedés négy szempontból is szelektív. Először, az intézkedés *de jure* nem terjed ki a kisvállalkozásokra és a pénzügyi társaságokra (biztosítók, pénzügyi intézmények, befektetési vállalkozások és kockázattítoke társaságok).

- (21) Másodsor, vállalkozásszinten az a feltétel tekinthető szelektívnek, mely szerint az intézkedés csak csoporthoz tartozó vállalkozásoknak nyújt adóelőnyt a kapott pozitív nettó kamatbevételre.

⁽⁹⁾ HLC 384., 1998.12.10., 3. o.

- (22) Harmadszor, csoportszinten, a fent bemutatott előny *de facto* csak bizonyos vállalkozásokra korlátozódik. Az előnyt ugyanis a társasági adó hatálya alá eső olyan vállalkozásoknak nyújtják, melyek csoporton belüli kapcsolt vállalkozások, és a csoport legalább egy tagja külföldön működik, különösen abban az esetben, amikor ez a (csoporton belüli kamatot fizető) tag a kamatot 8 %-nál magasabb adókulcs mellett vonhatja le.
- (23) Negyedszer, a kimaradás lehetősége további olyan tényező, amely alapján az intézkedés a magyarországi adórendszer alóli kivételnek tekinthető. A Bizottság értelmezése szerint az intézkedés alkalmazása évente változtatható⁽¹⁰⁾. Attól függően, hogy egy külföldi kapcsolt vállalkozás viszonylatában a magyarországi telephellyel rendelkező vállalat nettó kamatot kap vagy nettó kamatot fizet, a magyarországi telephellyel rendelkező vállalat éves alapon dönt, hogy a rendszerben marad, vagy él a kimaradás lehetőségével⁽¹¹⁾.
- (24) Jelen szakaszban a Bizottság kétségbe vonja továbbá, hogy a fent említett kivételek – ideértve a programban foglalt kimaradás lehetőségét – igazolhatóak lennének az adórendszer »jellegével vagy általános felépítésével«.
- A verseny torzítása és a tagállamok közötti kereskedelemre gyakorolt hatás*
- (25) Mivel a kedvezményezettek különböző gazdasági ágazatokban a verseny számára nyitott piacokon működnek, és az intézkedés különösen határokon átnyúló ügyletekre irányul, potenciálisan torzíthatja a tagállamok közötti versenyt és a közösségen belüli kereskedelmet.
- Létező vagy új támogatásként történő minősítés*
- (26) Az intézkedés nem tekinthető létező támogatásnak, mivel nem felel meg a Csatlakozási Szerződés IV.3 mellékletében felsorolt feltételeknek, vagyis nem 1994. december 10-e előtt vezették be; nem szerepel a Csatlakozási Szerződés IV.3 mellékletének függelékében; és a csatlakozás időpontjában nem tartozott az ideiglenes mechanizmus eljárás alá.
- (29) A Szerződés 87. cikke (3) bekezdésének a) pontjában foglalt kivétel tekintetében a szóban forgó program nem mozdítja elő az olyan térségek gazdasági fejlődését, ahol rendkívül alacsony az életszínvonal, vagy jelentős az alulfoglalkoztatottság. A program nem tekinthető közös európai érdeket szolgáló projektnek vagy Magyarország gazdaságában bekövetkezett komoly zavar megszüntetésére nyújtott támogatásnak a Szerződés 87. cikke (3) bekezdésének b) pontjának megfelelően. A program nem irányul továbbá a Szerződés 87. cikke (3) bekezdésének d) pontja szerint a kultúra és a kulturális örökség megőrzésének előmozdítására sem.
- (30) A 87. cikk (3) bekezdésének c) pontjában foglalt kivétel, mely szerint jóváhagyható az egyes gazdasági tevékenységek vagy gazdasági területek fejlődését megkönnyítő támogatás azzal a feltétellel, hogy nem befolyásolja hátrányosan a kereskedelmi feltételeket a közös érdekek ellenében mértékben, ebben az esetben szintén nem alkalmazható. A Bizottság úgy véli, hogy az intézkedés által nyújtott adóelőny nem kapcsolódik beruházásokhoz, munkahelyteremtéshez vagy speciális projektek végrehajtásához. Az intézkedés olyan terhek enyhítését szolgálja, melyeket normális esetben a vállalkozások működésük során viselnek és emiatt az intézkedést működési támogatásnak kell tekinteni, melynek előnye a támogatás visszavonásával megszűnnek. A Bizottság bevált gyakorlatával összhangban az ilyen támogatás nem tekinthető összeegyeztethetőnek a közös piaccal, ha nem segíti elő bizonyos tevékenységek vagy bizonyos gazdasági területek fejlődését, valamint, ha időben nem korlátozott, nem degresszív vagy mértékében nem áll arányban az általa csökkenteni kívánt specifikus gazdasági hátránnyal. Működési támogatás csak kivételes körülmények esetén vagy speciális feltételek mellett nyújtható, melyek ebben az esetben nem állnak fenn. A Bizottság azért is kétségbe vonja az intézkedés összeegyeztethetőségét, mert a Bizottság értelmezése szerint az intézkedés időben nem korlátozott.
- (31) A fenti megfontolások fényében a Bizottság úgy véli, hogy a kérdéses program nem tekinthető összeegyeztethetőnek a közös piaccal.

3.2. Összeegyeztethetőség

- (27) Úgy tűnik, hogy a jelen program az EK-Szerződés 87. cikke (1) bekezdése szerinti állami támogatást képez. Ezért meg kell vizsgálni összeegyeztethetőségét az EK-Szerződés 87. cikkének (2) és (3) bekezdésében foglalt kivételek szerint.
- (28) A Szerződés 87. cikke (2) bekezdésében említett kivételek – magánszemély fogyasztóknak nyújtott szociális jellegű támogatás, természeti csapások vagy más rendkívüli események által okozott károk helyreállítására nyújtott támogatás és a Németországi Szövetségi Köztársaság egyes területei gazdaságának nyújtott támogatás – úgy tűnik, nem alkalmazhatók ebben az esetben.

⁽¹⁰⁾ A társasági adóról és az osztalékadóról szóló 1996. évi LXXXI. törvény 29/D. paragrafusának (15) bekezdése.

⁽¹¹⁾ A programot alkalmazó vállalatok csupán egy része számára nyújt majd további előnyt a kimaradás lehetőségére.

3.3. A támogatás jogellenessége

- (32) A (26) bekezdésben említettek alapján az intézkedés nem tekinthető létező támogatásnak. Az intézkedést nem jelentették be a Bizottságnak. Amennyiben a Bizottság a végleges határozatában megerősíti, hogy az intézkedés összeegyeztethetetlen állami támogatást képez, az azt jelentené, hogy a támogatást 2003. január 1-je óta jogellenesen nyújtják. Ennek értelmében a Bizottság visszafizetést követelne (lásd alább) Magyarország EU-csatlakozásának dátumától számítva (2004. május 1.). A Bizottság adózással kapcsolatos állami támogatásokra vonatkozó gyakorlatával összhangban ezennel felkérjük a magyar hatóságokat és valamennyi érdekelt felet arra vonatkozó észrevételeik megküldésére, hogy a fentiekben bemutatottak ellenére jelen esetben szerintük milyen indokok alapján ne kerüljön sor visszafizetésre.

4. HATÁROZAT

(33) Az előbbiek alapján a Bizottság az EK-Szerződés 88. cikkének (2) bekezdése szerinti hivatalos vizsgálati eljárás elindítása mellett határozott.

A Bizottság az EK-Szerződés 88. cikkének (2) bekezdésében meghatározott eljárás alapján felkéri Magyarországot, hogy ezen levél kézhezvételének időpontjától számított egy hónapon belül nyújtsa be észrevételeit és bocsássa rendelkezésre az intézkedés értékelését segítő valamennyi információt. A Bizottság kéri az Önök hatóságait, hogy a levél másolatát haladéktalanul továbbítsák a támogatás lehetséges kedvezményezettjei részére.

A Bizottság emlékeztetni kívánja a Magyar Köztársaságot, hogy az EK-Szerződés 88. cikkének (3) bekezdése felfüggesztő ha-

tállyal bír, és fel kívánja hívni a figyelmet a 659/1999/EK tanácsi rendelet 14. cikkére, melynek értelmében minden jogellenes támogatás visszaigényelhető a kedvezményezettektől.

A Bizottság figyelmezteti a Magyar Köztársaságot arra, hogy tájékoztatni fogja az érdekelt feleket e levél, illetve érdemi összefoglalásának az *Európai Unió Hivatalos Lapjában* történő közzététele útján. A Bizottság az EFTA-tagországok közül az EGT-megállapodást aláíró országokban működő érdekelt feleket is értesíti az *Európai Unió Hivatalos Lapjának* EGT-kiegészítésében közzétett közlemény útján, valamint tájékoztatja az EFTA Felügyeleti Hatóságát e levél másolatának megküldésével. A Bizottság felhívást intéz minden érdekelt félhez, hogy a közzététel időpontjától számított egy hónapon belül nyújtsa be észrevételeit.»

Notification préalable d'une concentration
(Affaire COMP/M.4745 — Cerberus/Promontoria/Focus)
Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 142/07)

1. Le 19 juin 2007, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Promontoria Holding IV B.V. («Promontoria», Pays-Bas), contrôlée par le groupe Cerberus («Cerberus», États-Unis), acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble de FW No.4 Limited («FW4», Royaume-Uni) et, par ce biais, des sociétés d'exploitation du groupe Focus DIY («Focus», Royaume-Uni) par achat d'actions et acquisition de dette.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

— Cerberus: fonds d'investissement privés,

— Promontoria: entité opérationnelle contrôlée par Cerberus,

— Focus (et FW4): détaillant en produits de bricolage et de jardinage opérant uniquement au Royaume-Uni.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽²⁾, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.4745 — Cerberus/Promontoria/Focus, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des concentrations
J-70
B-1049 Bruxelles

⁽¹⁾ JOL 24 du 29.1.2004, p. 1.

⁽²⁾ JO C 56 du 5.3.2005, p. 32.